

Publié le 13 avril 2018

Le Brésil, pays des idoles déchues

L'ancien président brésilien Lula Da Silva vient d'écoper d'une peine de réclusion pour corruption. Malgré cette condamnation, l'ancien syndicaliste, porteur des espoirs des catégories populaires, reste populaire en son pays, où l'instabilité est croissante, favorisée par une économie en berne, malgré de «fantastiques atouts économiques».

Luiz Ignacio «Lula» da Silva, l'ancien président du Brésil (2002-2009) est en prison, condamné à 12 années et un mois pour corruption¹. Qui aurait pu penser que l'ancien syndicaliste, parti de rien et ayant accédé aux fonctions suprêmes de ce grand pays d'Amérique Latine, puisse retomber aussi bas, alors qu'il reste très populaire ? La fin de l'histoire n'est pas écrite, et il est probable que des rebondissements viendront nourrir l'actualité car, dans un pays aux juridictions complexes, il serait encore possible de faire des recours, même si ceux-ci ont une issue incertaine.

Un coupable devenu victime

De quoi est-il accusé ? D'avoir bénéficié, entre autres «pots de vin» et de façon frauduleuse, d'un appartement triplex dans une station balnéaire de la côte de l'État de São Paulo. Même s'il répète constamment qu'il est innocent, les preuves ont été suffisantes pour que la sanction soit confirmée en appel.

Ce qui est sûr, c'est que le tribunal suprême électoral n'a pas encore statué sur l'éventuelle inéligibilité de Luis Ignacio Lula da Silva pour la prochaine élection, qui aura lieu en octobre de cette année. Il est crédité de 30 % d'intentions de vote et son parti, le «PT» (le Parti des Travailleurs), n'a personne de prêt pour prendre la relève au cas où cela s'avérerait nécessaire.

En tout cas, sa mise en prison l'a fait passer du statut de coupable à celui de victime !

Corruption à tous les étages ?

Selon l'indice de Gini, le coefficient qui représente le niveau de répartition et de distribution des revenus, publié par la Banque Mondiale², le Brésil figure en deuxième place, ce qui signifie que les riches sont très riches et que les pauvres sont très pauvres.

Il n'est alors pas surprenant que certains soient tentés d'essayer par tous les moyens – y compris illégaux – de chercher à s'enrichir. Ce qui est étonnant, c'est que cela ait pu toucher celui-là même qui a mené une politique très en faveur des plus pauvres : programme «*Fome zero*» (faim zéro) pour

1 - [Le Point](#) du 24 janvier 2018.

2 - Voir la [Banque Mondiale](#). Le 0 signifie que les revenus sont uniformément répartis, alors que le chiffre 1 correspondrait à l'accaparement par une seule personne de toute la richesse nationale. Un classement détaillé sur les données de 2015 sur [Knoema](#).

réduire la faim et la malnutrition, programme de revenu minimum, etc.

De fait, l'indice de perception de la corruption publié par Transparency International³ (situation 2017, publiée le 21 février 2018) place le Brésil au 96^e rang (sur 180 pays), avec une note de 37 sur une échelle allant de 0 à 100, ce qui est un score assez faible compte tenu de la taille du pays et de son développement. Remarquons que la France a une note de 70/100 et se situe au 23^e rang.

L'alerte est déjà passée très près en 2005, lorsque a été mis au jour un système de corruption des élus de l'assemblée fédérale à travers un mécanisme de rétro-commissions versées aux députés et «financées» par l'utilisation frauduleuse des frais de création des campagnes publicitaires de promotion des actions du gouvernement. Des membres du gouvernement avaient été mis en cause, et le président Lula avait affirmé avoir été «trahi» par ses amis. Mais le système de corruption a visiblement continué de gangrener tous les étages du système.

La gigantesque opération «anti-corruption», appelée «lavage express» (*lava-jato* en portugais) et menée par le juge Sergio Moro depuis 2014, a permis de mettre en lumière un système qui touchait non seulement beaucoup de politiques de tout niveau, mais également de nombreuses entreprises très en vue. Même l'actuel président du Brésil, Michel Temer, est dans l'œil du cyclone. Ancien vice-président, il est devenu président à la suite de la destitution pour fraude dans les comptes publics de Dilma Rousseff, celle qui avait été portée aux urnes par l'ancien président Lula pour lui succéder à la présidence.

Des entrepreneurs «à succès», comme Eike Baptista, dont la fortune s'est élevée jusqu'à plusieurs milliards de dollars, ainsi que le banquier André Esteves, qui faisait régulièrement la une des journaux économiques, se sont retrouvés tous les deux en prison, en étant quasiment ruinés. De grandes entreprises du Brésil, comme le groupe de construction Odebrecht, dans le scandale Pétrobras, et le conglomérat alimentaire JBS, dans le scandale de la « viande pourrie » (*carne fraca* en portugais), ont vu leurs dirigeants mis en prison et obligés de collaborer avec la justice.

Le Brésil a vécu des années folles à l'occasion de la coupe du Monde football de 2014 et des jeux olympiques de 2016, mais cela n'a profité qu'à quelques-uns, et maintenant, c'est toute la population qui souffre, car l'économie s'est arrêtée brutalement et ne repart que difficilement, la confiance n'étant plus là.

La fin d'une idéologie ?

Après des dictatures militaires, qui dans certains cas étaient sous influence américaine, une classe politique a émergé, se faisant élire sur la base d'un programme politique en faveur des classes populaires : c'est ainsi qu'Hugo Chavez est arrivé au pouvoir au Venezuela, Lula au Brésil,... avec en toile de fond une idéologie dérivée des idéaux «bolivariens», mais qui, dans la pratique, a porté préjudice à ceux qu'elle était censée défendre !

Au moment où la condamnation à la prison de l'ancien président Lula était confirmée et que sa base l'incitait à se soustraire à la justice, le chef d'état-major des armées a fait une déclaration indiquant observer la bonne application des décisions de justice, définissant ainsi les limites à ne pas dépasser.

3 - Voir [Transparency-France](#). La notation va de 0 (très forte corruption) à 100 (pas de corruption mesurée).

La question est de savoir sur quelles bases politiques ces pays d'Amérique Latine, désormais fragilisés, vont pouvoir se reconstruire. Dans le cas du Brésil, il est à espérer que le système démocratique puisse faire émerger une nouvelle classe politique qui ait des valeurs fortes et qui ne soit plus corrompue.

Alexandre Germain

Retrouvez cet article sur srp-presse.fr